

Art. 2. § 1er. Le critère retenu pour l'établissement du périmètre de la zone de vigilance est, pour la concentration dans l'air en substances dangereuses, une concentration correspondant à la plus petite des valeurs suivantes, pour une exposition de référence de trente minutes :

— deux fois la TLV-STEL (concentration correspondant à la valeur limite d'exposition à court terme, soit quinze minutes);

— six fois la TLV-TWA (concentration correspondant à la valeur limite pondérée d'exposition);

— huit fois la MAK (concentration maximum sur le lieu de travail);

— le quart de l'IDLH (concentration immédiatement dangereuse pour la santé et la vie).

Lorsqu'il s'agit de substances dangereuses caractérisées par les spécifications R 45, R 46 et R 47 du Règlement général pour la protection du travail, le quart de l'IDLH est toujours pris en considération.

§ 2. La détermination du périmètre de la zone de risques est effectuée à l'aide des critères suivants :

1° pour les radiations thermiques : une dose d'énergie thermique correspondant à une exposition de 2,5 kilowatt par mètre carré pendant trente secondes;

2° pour les ondes de pression : une surpression de 20 millibar;

3° pour la concentration dans l'air en substances dangereuses, l'IDLH est retenue; lorsque cette valeur n'est pas disponible, la valeur utilisée est obtenue en multipliant par quatre la concentration déterminée au § 1er.

Art. 3. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions détermine les conditions météorologiques à prendre en considération et approuve, sur la proposition des Gouverneurs de Province concernés, pour chaque installation, les scénarios d'accidents qui constitueront le point de départ pour la délimitation des zones géographiques susceptibles d'être affectées par un accident majeur.

L'accident le plus grave plausible est toujours pris en considération. Les données nécessaires pour le calcul des zones pour chaque scénario approuvé sont déterminées sur la base du dossier de notification visé par les articles 4 et 5 de la loi du 21 janvier 1987.

Art. 4. Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Mme M. SMET

Art. 2. § 1. Het criterium voor de bepaling van de omtrek van de waakzaamheidszone is, voor de luchtconcentratie van gevaarlijke stoffen, een concentratie die overeenstemt met de kleinste van de volgende waarden, voor een referentieblootstellingstijd van dertig minuten :

— het tweevoudige van de TLV-STELwaarde (concentratie die overeenstemt met de blootstellingsgrens op korte termijn, hetzij vijftien minuten);

— het zesvoudige van de TLV-TWA-waarde (concentratie die overeenstemt met de gewogen blootstellingsgrens);

— het achtvoudige van de MAK-waarde (maximum concentratie op de werkplaats);

— een vierde van de IDLH-waarde (concentratie die een onmiddellijke bedreiging inhoudt voor de gezondheid en het leven).

Wanneer het gevaarlijke stoffen betreft gekenmerkt door de specificaties R 45, R 46 en R 47 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, moet steeds het vierde van de IDLH-waarde genomen worden.

§ 2. De afbakening van de omtrek van de risicozone moet gemaakt worden op grond van de volgende criteria :

1° voor de warmtestralen : een dosis van thermische energie die overeenstemt met een blootstelling van 2,5 kilowatt per vierkante meter en gedurende dertig seconden;

2° voor de drukgolven : een overdruk van 20 millibar;

3° voor de concentratie van gevaarlijke stoffen in de lucht wordt de IDLH-waarde gebruikt, wanneer deze waarde niet beschikbaar is, wordt de geldende waarde vastgesteld op het viervoud van de concentratie bepaald in § 1.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, bepaalt de weersomstandigheden die in overweging te nemen zijn en keurt, op voorstel van de betrokken Provinciegouverneurs, voor elke installatie, de ongevalscenario's goed die als uitgangspunt dienen voor de afbakening van de geografische gebieden welke door een zwaar ongeval zouden kunnen getroffen worden.

Het zwaarst aannemelijk ongeval wordt steeds in aanmerking genomen. De gegevens die nodig zijn om de zones voor elk goedgekeurd scenario te berekenen worden vastgesteld op basis van het kennisgevingsdossier zoals bedoeld in de artikelen 4 en 5 van de wet van 21 januari 1987.

Art. 4. Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
Mevr. M. SMET

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 91 — 1717

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Association informatique hennuyère », S.C., en abrégé : « A.I.H.M. », pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques

**COMMISSION CONSULTATIVE DE LA PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE**

Avis n° 91/099 du 18 mars 1991

Objet : Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Association informatique hennuyère » S.C., en abrégé : « A.I.H.M. », pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 91 — 1717

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1986 betreffende de erkenning van het informaticacentrum « Association informatique hennuyère » C.V., afgekort « A.I.H.M. », voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen

**RAADGEVENDE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER**

Advies nr. 91/099 van 18 maart 1991

Betreft : Ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1986 betreffende de erkenning van het informaticacentrum « Association informatique hennuyère » C.V., afgekort : « A.I.H.M. », voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen.

La Commission consultative de la protection de la vie privée;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment les articles 5, 6 et 8;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1984 relatif à l'agrément de centres informatiques pour l'exécution de tâches auprès du Registre National des personnes physiques, notamment l'article 4;

Vu la demande d'avis du 23 janvier 1991 du Ministre de l'Intérieur concernant un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Association informatique hennuyère » S.C. pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques;

Vu ses avis n° 85/024 du 23 octobre 1985, n° 86/052 du 18 septembre 1986 et n° 89/085 du 23 novembre 1989 relatifs au même objet.

A émis le 18 mars 1991 l'avis suivant :

L'arrêté royal du 1^{er} décembre 1986 limitait à une durée de trois ans venant à l'échéance le 31 décembre 1989, l'agrément de l'A.I.H.M. pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques. L'arrêté royal du 28 décembre 1989 a prorogé l'agrément jusqu'au 31 décembre 1990.

Ces limitations de la durée résultaient de carences constatées au regard des conditions d'agrément énoncées à l'article 2 de l'arrêté royal organique du 16 octobre 1984, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, relatif à l'agrément de centres informatiques pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques.

Dans sa demande d'avis, le Ministre de l'Intérieur constate que des efforts ont été accomplis par l'A.I.H.M. pour remédier à ces carences, notamment en ce qui concerne le personnel d'exploitation.

Toutefois, certains problèmes techniques n'étant pas totalement résolus, le Ministre de l'Intérieur propose de proroger l'agrément pour une période limitée jusqu'au 31 décembre 1991.

Si au 1^{er} juillet 1991, ces problèmes ne sont pas totalement solutionnés, le Ministre s'engage à avertir les communes affiliées auprès de l'A.I.H.M. que l'agrément sera définitivement retiré à partir du 1^{er} janvier 1992.

La Commission constate et regrette que, plus de cinq ans après son premier avis défavorable (23 octobre 1985), et malgré les deux délais de grâce, respectivement de trois ans et d'un an accordés à l'A.I.H.M., les conditions d'agrément ne sont pas encore intégralement remplies par celle-ci.

Nonobstant les adaptations déjà réalisées et l'engagement du Ministre de l'Intérieur d'avertir, le cas échéant, les communes dès le 1^{er} juillet 1991, la Commission considère qu'une nouvelle prorogation n'est plus admissible et émet donc un avis défavorable.

Le secrétaire,

A. Pipers

Le président,

D. Holsters

30 MAI 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Association informatique hennuyère » S.C. pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, notamment l'article 34;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment les articles 4, 5, 6 et 8;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations, notamment l'article 5, modifié par l'arrêté royal du 18 juillet 1985;

De Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 5, 6 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1984 betreffende de erkenning van informaticacentra voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het verzoek om advies dd. 23 januari 1991 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1986 betreffende de erkenning van het informaticacentrum « Association informatique hennuyère » C.V. voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen;

Gelet op haar adviezen nr. 85/024 van 23 oktober 1985, nr. 86/052 van 18 september 1986 en nr. 89/085 van 23 november 1989 betreffende hetzelfde onderwerp.

Heeft op 18 maart 1991 volgend advies verleend :

Het koninklijk besluit van 1 december 1986 beperkte de erkenning van de A.I.H.M. voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen tot een termijn van drie jaar, met vervaldag op 31 december 1989. Het koninklijk besluit van 28 december 1989 heeft de erkenning verlengd tot 31 december 1990.

Die beperkingen van de duur waren het gevolg van de vaststelling dat niet was voldaan aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 2 van het organieke koninklijk besluit van 16 oktober 1984, gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 november 1985, betreffende de erkenning van informaticacentra voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen.

In zijn verzoek om advies stelt de Minister van Binnenlandse Zaken vast dat de A.I.H.M. inspanningen heeft geleverd om in de bedoelde tekortkomingen te voorzien, inzonderheid met betrekking tot het personeel voor de exploitatie van het centrum.

Aangezien bepaalde technische problemen evenwel niet volledig zijn opgelost, stelt de Minister van Binnenlandse Zaken voor de erkenning voor een beperkte periode te verlengen, te weten tot 31 december 1991.

Indien voornoemde problemen op 1 juli 1991 niet volledig zijn opgelost, verbindt de Minister zich om de gemeenten aangesloten bij het A.I.H.M. mede te delen dat de erkenning op 1 januari 1992 definitief zal worden ingetrokken.

De Commissie stelt vast en betreurt dat, vijf jaar na haar eerste ongunstig advies (23 oktober 1985), en ondanks de toekenning aan de A.I.H.M. van twee termijnen van uitstel van respectievelijk 3 jaar en 1 jaar, deze laatste nog steeds niet volledig voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

In weerwil van de reeds uitgevoerde aanpassingen en van de belofte van de Minister om, in voorkomend geval, vanaf 1 juli 1991 de gemeenten te waarschuwen, is de Commissie van oordeel dat een nieuwe verlenging niet kan worden toegestaan en zij verleent dan ook een ongunstig advies.

De secretaris,

A. Pipers

De voorzitter,

D. Holsters

30 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1986 betreffende de erkenning van het informaticacentrum « Association informatique hennuyère » C.V. voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1985;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1984 relatif à l'agrément de centres informatiques pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, notamment les articles 2, 3^o, 5^o et 6^o, 5, alinéa 1^{er}, et 6;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Association informatique hennuyère » S.C. pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques, modifié par l'arrêté royal du 28 décembre 1989, notamment l'article 1^{er}, alinéa 2, qui accorde cet agrément jusqu'au 31 décembre 1990;

Considérant que la procédure de liaison entre les communes affiliées et le Registre national via l'A.I.H.M. n'assure pas encore une fiabilité optimale des informations; que pour ce motif, il s'indique de ne proroger l'agrément que pour une période limitée;

Vu l'avis n° 91/099 de la Commission consultative de la protection de la vie privée, rendu le 18 mars 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Association informatique hennuyère » S.C. pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques, modifié par l'arrêté royal du 28 décembre 1989, les mots « 31 décembre 1990 » sont remplacés par les mots « 31 juillet 1991 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1984 betreffende de erkenning van informaticacentra voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1985, inzonderheid op de artikelen 2, 3^o, 5^o en 6^o, 5, eerste lid, en 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1986 betreffende de erkenning van het informaticacentrum « Association informatique hennuyère » C.V. voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 december 1989, inzonderheid op artikel 1, tweede lid, waarbij die erkenning toegekend wordt tot 31 december 1990;

Overwegende dat de procedure voor de verbinding tussen de aangesloten gemeenten van het Rijksregister via de A.I.H.M. nog geen optimale betrouwbaarheid van de gegevens waarborgt; dat het om die reden aangewezen is de erkenning slechts voor een beperkte periode te verlengen;

Gelet op het advies nr 91/099 van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van 18 maart 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 december 1986 betreffende de erkenning van het informaticacentrum « Association informatique hennuyère » C.V. voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 december 1989, worden de woorden « 31 december 1990 » vervangen door de woorden « 31 juli 1991 ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F. 91 — 1718

3 JUILLET 1991. — Arrêté royal
Province de Brabant. — Convocation du conseil provincial
Election d'un sénateur provincial

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le code électoral, notamment le titre VII, chapitre I^{er}, relatif à l'élection des sénateurs provinciaux;

Considérant que M. Hans De Belder, sénateur provincial du Brabant, a donné sa démission par lettre du 20 juin 1991, avec effet au 20 juin 1991;

Considérant que le Sénat a pris acte de cette démission en sa séance du 26 juin 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sous réserve de l'application éventuelle de l'article 3 du présent arrêté, le conseil provincial de Brabant est convoqué le lundi 15 juillet 1991, à 14 h 30 m, à l'effet d'élire un sénateur en remplacement de M. Hans De Belder.

Art. 2. Les candidats sénateurs doivent être présentés par cinq conseillers provinciaux au moins. Les présentations et les déclarations d'acceptation sont remises au plus tard le mardi 9 juillet 1991, avant 18 heures, au gouverneur de la province.

La liste des candidats est arrêtée par la députation permanente du conseil provincial le mercredi 10 juillet 1991 et est immédiatement envoyée aux membres du conseil provincial.

N. 91 — 1718

3 JULI 1991. — Koninklijk besluit. — Provincie
Brabant. — Bijeenroeping van de provincieraad. — Verkiezing
van een provinciaal senator

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Kieswetboek, inzonderheid op titel VII, hoofdstuk I, aangaande de verkiezingen van de provinciale senatoren;

Overwegende dat de heer Hans De Belder, provinciaal senator voor Brabant, bij brief van 20 juni 1991 zijn ontslag heeft ingediend, met ingang van 20 juni 1991;

Overwegende dat de Senaat hiervan kennis heeft genomen in zijn zitting van 26 juni 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onder voorbehoud van de eventuele toepassing van artikel 3 van dit besluit, wordt de provincieraad van Brabant tegen maandag 15 juli 1991, om 14 u. 30 m., bijeengeroepen, ten einde een senator te verkiezen, in vervanging van de heer Hans De Belder.

Art. 2. De kandidaat-senatoren moeten ten minste door vijf provincieraadsleden voorgedragen worden. De voordrachtsakten en de aanvaardingsverklaringen moeten uiterlijk op dinsdag 9 juli 1991, ten laatste om 18 uur, bij de gouverneur van de provincie besteld worden.

De lijst der kandidaten wordt door de bestendige deputatie van de provincieraad op woensdag 10 juli 1991 vastgesteld en onmiddellijk aan de leden van de provincieraad toegezonden.